

Agnès Buzyn, la malfaisante

AGNÈS Buzyn, personnage-clé mais discret de la "macronie", mérite d'être mise en lumière tant son action comme ministre des Solidarités et de la Santé est malfaisante. Sous des dehors policés, cette femme est implacable dans son œuvre destructrice aux racines profondes. Née le 1^{er} décembre 1962, fille d'Elie et d'Etty Buzyn, chirurgien orthopédiste et psychanalyste, le premier issu d'une famille juive de Lodz, elle se dit même : « *je suis une immigrée de la première génération.* »

Très jeune, la frénésie du pouvoir la saisit, pour ne jamais l'abandonner, de mauvaises fées se penchant sur elle la propulsant toujours plus haut. En 1985, elle épouse Pierre-Antoine Veil, fils de Simone, ce qui explique son look BCBG associé à des convictions mortifères. Si elle divorce après la naissance de trois enfants, elle reste très liée au clan Veil et à ses réseaux. En 1997, elle convole avec Yves Lévy, un collègue, professeur en hématologie et se lance à l'assaut du pouvoir technocratique-politique, peu soucieuse de l'éthique. « *Je ne sais pas si je suis très à gauche, mais au fond j'ai servi des gouvernements de droite comme de gauche avec la même loyauté.* » Quel cynisme : associer loyauté et nomadisme politique... Pour preuve, Jean-Louis Borloo la propose pour la présidence du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire en 2008 et Roselyne Bachelot la propulse à la télévision lors de la catastrophe de Fukushima. Un autre ressort anime madame Buzyn : l'appât du gain. Celle qui, interrogée sur les dépassements d'honoraires des médecins, disait « *j'ai cela en horreur* », a pourtant un rapport pathologique à l'argent.

Au long de sa carrière, elle cumule les présidences et postes d'administrateur : Institut National du cancer, Haute Autorité de Santé, Etablissement des Greffes, Agence de Biomédecine, Etablissement français du sang...

A ses traitements de médecin hospitalier et de professeur de médecine s'ajoutent les indemnités et défraiements. Quoi de plus normal me direz-vous ? Sauf que cette dame ajoute des revenus plus discutables, compte-tenu de ses fonctions. De 1998 à 2011, elle organise un congrès annuel sur la greffe de moelle ; tâche rémunérée par le laboratoire Genzyme. De 2005 à 2011, elle touche de l'argent de multinationales du médicament (Novartis, Bristol-Myers-Squibb) pour intervenir dans des congrès, alors même qu'elle exerçait des fonctions au sein d'organismes publics. Des esprits certainement chagrins y ont vu un conflit d'intérêt... Madame Butin, comme l'ont sommée de mauvaises langues, sait défendre bec et ongle le budget conjugal. Yves Lévy, son mari, dirige l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale) à partir de 2014. Logiquement lors de l'accession de sa femme au poste de ministre, il aurait dû démissionner car elle était l'autorité de tutelle de l'organisme qu'il présidait. Que nenni ! Une tentative de massage du conflit d'intérêt est alors bricolée, en instituant un déport ponctuel pour les décisions concernant l'INSERM, alors que la logique aurait été une démission ou un changement de tutelle.

En 2018, les allées du pouvoir ont bruisé du chantage à la démission d'Agnès Buzyn exigeant le renouvellement du mandat de son mari. Reconnu par intérim le 11 juin 2018, il doit retirer sa candidature le 30 juillet devant le tollé. C'est fort opportunément que Gilles Bloch est nommé... Bien entendu tout se paie et Yves Lévy obtient un lot de consolation en espèces sonnantes et réverbérantes : une nomination le 11 octobre 2018 comme conseiller d'Etat en service extraordinaire, rémunéré de 1 500 à 6 100 euros par mois, selon les avis rendus. Ces sommes sont à ajouter au traitement de médecin, chercheur et enseignant. A ce poste, il est invité à conseiller juridiquement le gouvernement, alors qu'il n'a pas fait d'études de droit. Chapeau l'artiste !

L'avidité de Madame Buzyn l'amène à être le fer de lance ou l'otage des lobbys, notamment pharmaceutiques. Alors qu'officiellement elle plaide pour l'allègement des prix des médicaments, en coulisse elle œuvre

pour l'augmentation du chiffre d'affaires des multinationales. Son copinage, elle l'assume, déclarant en février 2013, lors d'une réunion organisée par un cabinet de lobbying : « *l'industrie pharmaceutique joue son rôle et je n'ai jamais crié avec les loups sur cette industrie.* » Elle prône même la fin de l'indépendance des experts chargés de l'évaluation des médicaments : « *il faut expliquer que vouloir des experts sans aucun lien avec l'industrie pharmaceutique pose la question de la compétence des experts... les liens d'intérêts entre experts et laboratoires sont un gage de compétence.* »

On comprend ainsi son activisme en imposant le passage de 3 à 11 vaccins obligatoires pour les enfants. Son amie Roselyne Bachelot avait, quant à elle, acheté par millions des doses de vaccins contre la grippe H1N1, restées sur les bras des autorités sanitaires. Dans le même temps elle dérembourse l'homéopathie pour des raisons financières mais s'approprie à financer la PMA pour toutes, avant la GPA. Engluée dans sa complaisance pour les firmes internationales, elle sacrifie les sociétés françaises, comme BOIRON, leader de l'homéopathie, et déteste les particularités nationales. En juin 2015 elle ose évoquer des « *parlementaires qui obéissent à des lobbys très puissants et très bien installés en France, ceux des producteurs de vin.* » Son soutien à « *la fortune anonyme et vagabonde* », selon l'expression d'Henry Coston, ne peut s'exercer que dans le cadre et avec le soutien de réseaux, notamment le premier d'entre eux, la maçonnerie. Cette dernière s'exprime de façon puissante

à travers les organismes mutualistes. Comment oublier Michel Baroin, père de François, grand-maître du Grand Orient de France, patron de la GMF et mort mystérieusement dans un accident d'avion ? Le directeur de cabinet d'Agnès Buzyn se nomme Gilles de Margerie, énarque, ancien des cabinets Fauroux à l'industrie et Rocard, comme chargé des affaires industrielles, mais surtout, au moment de sa nomination en 2017, directeur général-adjoint du groupe HUMANIS, le 3^e groupe de protection sociale paritaire, devenu par son mariage avec MALAKOFF-MEDERIC le leader français. En phase avec Madame Buzyn, Thierry Beaudet, président de la mutualité Française, déclare dans *Libération*, le 8 juillet 2019 : « *... Nous sommes évidemment favorables à ce que la PMA soit accessible à toutes et remboursée par l'assurance-maladie et les mutuelles.* »

Agnès Buzyn agit main dans la main avec les « *frères mutualistes* », faisant notamment la promotion des dispositifs de la réforme dite « *100 % santé* » qui aboutit à sacrifier praticiens et auxiliaires médicaux libéraux sur l'autel collectiviste. Madame le ministre n'est pas seulement une alliée économique de la maçonnerie. Elle est aussi et surtout à la pointe de leurs combats sociétaux, digne héritière de sa belle-mère Simone Veil, à qui elle voue une admiration voire un véritable culte. Ses déclarations fragilisent, voire remettent



D.R.

en cause l'objection de conscience des médecins refusant de pratiquer des avortements. Tandis qu'en mars 2019, le docteur de Rochambeau, président du principal syndicat de gynécologues-obstétriciens, évoque une éventuelle grève des IVG, Agnès Buzyn hurle à la « *prise d'otage des femmes* » et au « *caractère inadmissible de la mesure* ». Curieusement, dès le 5 avril 2019, encouragé par la parole ministérielle, l'ordre des médecins engage des poursuites disciplinaires contre le docteur de Rochambeau et deux autres praticiens pour atteinte à la déontologie médicale.

Dans le même registre, la sinistre Buzyn trouve comme seul angle d'attaque contre François-Xavier Bellamy, tête de liste LR aux élections européennes, non pas son programme, mais ses positions sur les questions morales, qu'elle qualifie de « *archaïsmes datant d'un autre siècle.* » S'agit-il d'une expression d'aigreur de ne pas avoir été désignée comme chef de file LREM pour les dites élections, malgré des soutiens de poids, comme François Bayrou ? Les fondements maçonniques de son action s'illustrent aussi dans ses prises de position sur la fin de vie. Le 3 octobre 2015, dans le cadre d'un colloque du Grand Orient (dit de France, intitulé « *la fin de vie des enfants* » — tout un programme — elle déclare : « *je suis en faveur de l'espace de liberté belge* », c'est-à-dire de la dépénalisation de l'euthanasie. N'a-t-elle pas œuvré en ce sens en poussant l'Etat au pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris qui, comme l'ONU, exigeait le maintien de l'hydratation et de la nutrition de Vincent Lambert ? Vraiment Agnès Buzyn est une étoile noire de la galaxie macronienne.

Docteur Louis PÉRENNA.

Sous mon stéthoscope...

SIL LE sujet n'avait pas été aussi sérieux, j'aurais titré ce modeste article « *arêtez vos Kahneries* », tant celui à qui il est consacré est un personnage suffisant, dangereux et haineux, le professeur Axel KAHN, élu le 28 juin président de la puissante Ligue Contre le Cancer, principale association drainant dons et subventions en faveur de la lutte contre cette maladie. Nos lecteurs et leurs amis, tentés de verser leur obole, doivent être informés avant de passer à l'acte. Né en 1944, frère du plumeur Jean-François KAHN, Axel est un scientifique, certes brillant, mais assoiffé de reconnaissance et de pouvoir, quitte à faire preuve d'une coupable duplicité. Professeur de médecine, docteur ès sciences, hématologue, spécialisé en génétique moléculaire, il s'oriente vers la thérapie génique et les possibilités de transferts de gène. Défenseur acharné des OGM, il devient directeur scientifique adjoint pour les sciences de la vie de Rhône-Poulenc, de 1997 à 1997, après avoir claqué la porte de la présidence de la Commission du génie biomoléculaire au motif de l'interdiction gouvernementale de la culture du maïs transgénique. Tout cela ne l'empêche pas de rester membre du Comité Consultatif National d'Éthique (CCNE) de 1992 à 2004. Dans le même temps, il se dit opposé au « *clonage thérapeutique* » au motif qu'il « *atteint à la dignité humaine.* » En résumé : bricoler les gènes mais pas trop...

Sous ses airs de savant humaniste, ainsi qu'il se définit lui-même, Kahn est un animal politique ambitieux pétri de contradictions et de prises de position toxiques. Il dit détester les mondantités et le « *Tout Paris* » mais court les médias et parasite en permanence le débat public. Cela remonte à loin. Fils d'un père juif athée devenu communiste pendant la Deuxième Guerre mondiale, puis gaulliste — la totale ! —, il est élevé dans la religion catholique. « *A quinze ans, soudainement, alors que j'étais très croyant, j'ai perdu la foi... J'ai alors pensé à la politique. J'ai rejoint les Jeunesses communistes au lycée, puis le Parti communiste.* » Il se vante d'avoir été un des organisateurs de la manifestation interdite du 8 février 1962, dite du métro Charonne, ajoutant : « *oui, à cette époque, je me bagarrais beaucoup et j'adorais cela. Les distributions de tracts nous offraient l'occasion de nous confronter avec les étudiants de la fac de droit. Au final j'ai accumulé un*

assez beau trésor de guerre : coups de poing américains, matraques... Tout ça piqué "aux fufs"... » Au moins c'est clair ! Il reste au PC dit français jusqu'en 1977, sans se poser de questions, lui le scientifique, sur les crimes du communisme. Bien plus, quand on lui demande si c'était à refaire, il répond bravache : « *Je referais la même chose. Je ne regrette pas mes choix aussi bien professionnels que politiques* », osant ajouter sans rire, « *ce qui ne m'a pas empêché d'être assez vite critiqué vis-à-vis du Parti communiste.* »

Bien vite, cet assoiffé de pouvoir se rapproche du Parti socialiste, plus à même de le porter aux sommets qu'il ambitionne. Il y est encarté de 1981 à 1983, tissant des liens bien utiles pour sa nomination plus tard au Comité d'éthique et au Conseil scientifique de l'Office Parlementaire des choix Scientifiques et Technologiques. Cela ne l'empêche pas d'être président de la Société des Amis de *L'Humanité* de 2003 à 2007. Chassez le naturel...

En 2007, il vote François Bayrou à l'élection présidentielle et s'oppose vigoureusement à l'amendement législatif présenté par le député Thierry Mariani, alors UMP, préconisant l'utilisation des tests génétiques dans le cadre du regroupement familial. 2008 le voit à la fois membre des comités de soutien aux socialistes Bertrand Delanoë à Paris et Pierre Cohen, à Toulouse, et siéger à la commission pour la révision du préambule de la constitution française de 1958 présidée par... Simone Veil. Girouette absolue, il se rapproche de Nicolas Sarkozy, prenant position en faveur de l'autonomie des universités portée par la loi dite Pécresse mais rétrogradant rapidement refusant « *d'être pris en otage par Sarkozy.* »

En juillet 2011, il intègre l'équipe de campagne de Martine Aubry pour la présidentielle de 2012, avant d'être candidat contre François Fillon dans la 2^e circonscription législative de Paris. Son cynisme politique est tel, qu'ayant appelé à voter Macron en 2017, signant des tribunes pour lutter contre le Rassemblement National, il s'est « *permis le luxe, le caprice esthétisant de voter blanc.* »

Axel Kahn, un prestigieux médecin, a découvert une maladie gangrenant la France : l'antisémitisme. Dans un tweet, il compare la foule des partisans de Nicolas Sarkozy, réunis le 1^{er} mai 2012, sur la place du Trocadéro, au rassemblement nazi de Nuremberg. Il faut se pincer pour ne pas rire quand on

connaît l'orientation philosophico-politique et l'origine maternelle de Sarkozy. Kahn dut s'excuser. Cette obsession l'a fait récemment rechuter. En bon communiste admirateur des contestations "populaires" politico-syndicales, notamment sur les réformes des retraites, il diagnostique docement les crises secouant la société française. Le 8 septembre 2015, il affirme au journal *La Dépêche* : « *La France ne va pas bien, mais tout de même moins mal que les Français le pensent. La France a des atouts, il y a des territoires mieux préservés que d'autres. Il y a le début d'une palpitation, d'un renouveau rural. Des gens témoignent d'un réel optimisme.* »

Lors des assises nationales de la citoyenneté des 19 et 20 janvier 2018, il évoque la fracture territoriale, avec une apparente empathie : « *Des populations entières ont cessé d'accorder la moindre confiance aux discours habituels et rationnels sur l'état du monde et du pays... dans les territoires les plus dévotés, les gens voient depuis des décennies tout se dégrader : les entreprises ferment, les gens partent... Si on arrivait à réintroduire ce désir de rester ensemble pour mener un projet commun, cette fierté d'être ce que l'on est là où l'on est, au niveau du pays entier, alors le pays trait mieux.* »

Le vivre ensemble, sans rien dire, soumis aux diktats du pouvoir, voilà la solution du Professeur Kahn. Malheur au peuple, quand il se rebelle hors les sentiers battus syndicaux ou politiques progressistes. Il est fasciste selon le triste sire Kahn. Pour s'en convaincre, il suffit de lire l'interview surréaliste donnée au *Parisien*, anciennement libéré, du 21 juillet 2019, dans laquelle il répond sa haine des Gilets jaunes : « *Sur le fond, c'est le premier grand mouvement populaire influencé par l'extrême droite. Toutes ces violences, tous ces débordements ! Je suis profondément patriote mais, b... ce n'est pas ça le peuple de France, c'est sa lie.* »

Plus clairement, il évoquait, dans son blog, le 19 février 2019, l'antisémitisme fasciste à la base des insultes du mouvement des gilets jaunes. De tels propos haineux insultant les Français doivent être dénoncés car ils entachent gravement la réputation de La Ligue contre le cancer, dont à l'évidence les dons risquent de s'effondrer.

Docteur L. P.